

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Mouvement national devant l'Assemblée

secretariat.federation@ufap.fr

Pantin le 12 novembre 2025

La pénitencière enterrée à l'Assemblée nationale : le gouvernement creuse notre tombe !

Ce mercredi 12 novembre 2025, l'**UFAP UNSa Justice**, première organisation syndicale du ministère de la Justice, et les personnels pénitentiaires ont **manifesté leur colère, leur rage et leur écoeurément**. Devant l'Assemblée nationale, alors que le gouvernement déroule sans honte un **budget 2026 indécent, indigne et insultant**, ils ont symboliquement **inhumé une administration à l'agonie**, trahie, abandonnée et méprisée par un pouvoir politique **sourd et déconnecté des réalités du terrain**.

Une cérémonie funéraire pour dénoncer la mort lente du service public pénitentiaire...

Ce n'est pas une commémoration mais une action forte ! C'est **un cri de révolte**, un dernier requiem pour une administration **que le gouvernement laisse crever à petit feu**.

Nous n'enterrons pas un symbole, nous enterrons un système que l'État a laissé pourrir depuis longtemps.

4 000 emplois vacants, 5 000 agressions par an, des taux d'occupation alarmant, 193 000 suivies en MO !

L'**UFAP UNSa Justice** dénonce **un budget en trompe-l'œil**, une mascarade budgétaire qui **ne répond à aucune urgence du terrain**.

Le Secrétaire Général, *Alexandre CABY*, l'a rappelé avec force :

*« Il manque **au bas mot 200 millions d'euros** pour résorber les postes vacants, **9 milliards** pour créer les 22 500 places de détention manquantes, sans compter les **250 millions supplémentaires** nécessaires en termes de moyens humains[...]. Ce budget n'est pas un progrès, **c'est une provocation**. Un affront à ceux qui tiennent la République à bout de bras ! »*

Ce budget prétend moderniser, mais en réalité il **organise la pénurie**. Il prétend sécuriser, mais sur le terrain il **abandonne les agents face à la violence**. Il prétend construire, mais **il laisse s'effondrer le service public pénitentiaire**.

L'UFAP UNSa Justice exige des actes, pas des mots !

Nos revendications sont claires, légitimes, et non négociables :

- **Un plan massif de recrutements** : des effectifs suffisants pour que chaque agent **rentre vivant et entier chez lui** ;
- **Une revalorisation statutaire et indemnitaire d'envergure**, à la hauteur de la technicité et de la dangerosité de nos métiers ;
- **La fin de la surpopulation pénale** ;
- **Des établissements spécialisés et adaptés**, pour cesser d'entasser le danger, la violence et la folie ;
- **Une politique pénitentiaire claire, cohérente et ambitieuse**, pensée sur le long terme, non dictée par la communication ministérielle.

Le gouvernement joue le pompier pyromane...

Tant que le mépris persistera, **la colère grandira**. L'**UFAP UNSa Justice** prévient : si le gouvernement persiste à ignorer la souffrance et l'épuisement des personnels, le mouvement se durcira. Les personnels n'ont plus rien à perdre : ils ont déjà tout donné !

« Nous avons toujours tenu, toujours fait face, toujours avancé avec courage et dignité. Mais aujourd'hui, ce courage ne suffit plus : les personnels pénitentiaires doivent être enfin entendus, reconnus et respectés »

La pénitencière se meurt jour après jour et le gouvernement joue les croque-morts !